

RETRAIT DE LA LOI ASILE IMMIGRATION

Manifestation à Nîmes
14 janvier - 11h
Carré d'Art



Mobilisations dans toute la France contre la Loi Darmanin

La loi asile immigration marque un tournant que nos collectifs, associations, syndicats, organisations ne peuvent accepter. Elle reprend de nombreuses idées de l'extrême droite comme la préférence nationale et aura des conséquences terribles sur la vie de centaines de milliers d'habitant·e·s étranger·e·s sur le sol français. Il s'agit de la loi la plus régressive depuis 40 ans. Cette loi raciste et xénophobe restreint le droit au séjour, accentue considérablement la répression, s'attaque au droit d'asile, au droit du sol, aux étranger·es malades, aux étudiant·e·s non européen·ne·s, au regroupement familial. L'attaque contre l'hébergement d'urgence, le durcissement de l'accès aux prestations sociales dont les allocations familiales et les aides aux logements vont jeter des familles à la rue ou dans les bras de marchands de sommeil, particulièrement les femmes migrantes.

Cette loi va précariser davantage les travailleuses et travailleurs, les lycéen·ne·s, les étudiant·e·s avec ou sans-papiers.

L'arbitraire préfectoral est encore renforcé, refoulement aux frontières, délivrance systématique des OQTF et IRTF et allongement de leur durée, notamment pour les travailleuses et les travailleurs. Cette loi s'attaque aux libertés publiques, bafoue les droits fondamentaux tel que le droit d'asile, réinstaura la double peine et fait honte à la France, qui prétend défendre les valeurs d'égalité entre toutes et tous. Nous exigeons donc le retrait de cette loi.

Nous appelons :

- À soutenir toutes les luttes pour la régularisation des sans-papiers, notamment les grèves
- À empêcher l'application de cette loi en multipliant les actions de solidarité et en faisant œuvre de désobéissance civile
- À manifester massivement sur tout le territoire le dimanche 14 janvier, pour empêcher que cette loi soit promulguée, combattre le racisme, la xénophobie et défendre une politique migratoire d'accueil et de solidarité.

Appel du 3 janvier 2024 signé nationalement par des dizaines et des dizaines d'associations, de collectifs, de réseaux de solidarité avec les immigré·e·s, d'organisations syndicales et de partis politiques.

Premiers signataires gardois : FSU, OST, APTI, Libre Pensée, Génération·s, Ensemble, PCF, LFI, Les Jeunes Écologistes, EELV Nîmes - Les Écologistes